

PRÉFET DE LA LOIRE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Auvergne Rhône-Alpes

Unité Inter Départementale
Loire Haute-Loire

Saint-Etienne, le **17 AOUT 2018**

Affaire suivie par : Philippe TOURNIER
Tél. : 04 77 43 53 53
Télécopie : 04 77 43 53 63
Courriel : philippe.tournier
@developpement-durable.gouv.fr.

DEPARTEMENT DE LA LOIRE

ETABLISSEMENT COLAS Rhône-alpes Auvergne

à SAINT JEAN-BONNEFONDS

Rapport de l'inspection des installations classées

OBJET : *Mise à jour du classement des activités du site en regard des rubriques 4000*

REFER : *UID4243-MEA-16-0176-PT*

Demande de bénéfice d'antériorité reçue le 26 mai 2016 (SEVESO III)

Adresse de l'établissement :

Société COLAS RHONE ALPES
Le Fay
42 650 SAINT JEAN-BONNEFONDS

Activité : Centrale d'enrobage

Code GIDIC : 61.5056

Priorité : P3

Par transmission datée du 11 mai 2016, la société COLAS Rhône-Alpes Auvergne a adressé une déclaration de changement d'exploitant et une demande de mise à jour du classement des activités du site en regard des rubriques 4000, en application de l'article L.513.1 du code de l'environnement et suite au décret du 3 mars 2014 créant de nouvelles rubriques 4xxx.

Ce rapport analyse les éléments transmis et propose les suites en conséquence.

I. CARACTERISATION DE LA DEMANDE AU VU DU DOSSIER

I.1. Description de l'activité

La société COLAS RHONE ALPES exploite une station de production d'enrobés routiers sur la commune de Saint Jean-Bonnefonds, au lieu-dit Le Fay. Cette installation est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2005/1965 du 2 novembre 2005 modifié par arrêtés préfectoraux des 29 décembre 2010 et 26 janvier 2016.

Le dossier, objet du présent rapport, intervient dans le cadre :

- de la déclaration de changement d'exploitant effectuée par la société COLAS
- de la mise à jour du tableau de classement des activités du site en regard de la directive Seveso III et du décret du 3 mars 2014.

D'après la liste actualisée des rubriques ICPE, le site reste soumis à autorisation.

II. INSTALLATIONS CLASSEES ET REGIME

Le tableau de classement des activités du site mis à jour est celui mentionné ci-après.

Il prend en compte :

- Le remplacement de la rubrique 1520 par la rubrique 4801 concernant l'emploi ou le stockage de houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumeuses.

Désignation des installations taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE <i>et autres si nécessaire (puissance thermique par exemple)</i>	Nomenclature ICPE rubriques concernées	Volume	A, D, NC
Enrobage au bitume de matériaux routier (centrale d°) 1) A chaud	2521-1	Centrale fixe de 240 t/h	A
1. Installation de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations étant : c) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	2515-1.c	Malaxeur : 74 kW Crible : 15 kW Puissance totale installée : 89 kW	D
Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumeuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2) Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	4801-2	235 t de matières bitumeuses	D

ACCUSE DE RECEPTION

Objet : Déclaration de changement d'exploitant

Demande de bénéfice de l'antériorité / Mise à jour du classement des installations déclarées, enregistrées ou autorisées suite à la modification de la nomenclature des installations classées.

Référence : Courrier du 11 mai 2016
Décret n° du 3 mars 2014

Monsieur le Directeur,

Faisant suite à votre courrier visé en référence, je prends acte du fait que la société COLAS RHONE ALPES AUVERGNE, dont le siège social est situé 2 avenue Tony Garnier, 69363 Lyon Cedex 07 est désormais titulaire, en lieu et place de la société COLAS RHONE ALPES, de l'autorisation d'exploiter l'installation de fabrication d'enrobés routiers située au lieu-dit « Le Fay » sur le territoire de la commune de SAINT JEAN BONNEFONDS. Le nouvel exploitant se substitue d'office au précédent exploitant dans l'intégralité des droits et obligations attachés aux autorisations d'exploiter accordées susvisées

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L.513-1 et R513-1 du code de l'environnement, vous m'avez déclaré par courrier en référence que ces installations doivent être reclassées compte tenu des modifications de la nomenclature introduite par le décret en référence.

Après examen des justificatifs accompagnant votre déclaration, j'ai l'honneur de vous informer que vos installations relèvent désormais des rubriques mentionnées dans le tableau ci-après :

Désignation des installations taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE <i>et autres si nécessaire (puissance thermique par exemple)</i>	Nomenclature ICPE rubriques concernées	Volume	A, D, NC
Enrobage au bitume de matériaux routier (centrale d') 1) A chaud	2521-1	Centrale fixe de 240 t/h	A
1. Installation de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations étant : c) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	2515-1.c	Malaxeur : 74 kW Crible : 15 kW Puissance totale installée : 89 kW	D
Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumeuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2) Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	4801-2	235 t de matières bitumeuses	D
Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles 2) Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, Si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est supérieure à 250 l	2915-2	5 000 L	D

A (Autorisation) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, en l'expression de ma considération distinguée.

Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles 2) Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, Si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est supérieure à 250 l	2915-2	5 000 L	D
---	---------------	----------------	----------

III. AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES :

a) Changement d'exploitant :

il est noté que les installations de type centrale d'enrobés ne relèvent pas des dispositions de l'article R.516-1 du code de l'environnement (activité subordonnée à l'existence de garanties financières). Ainsi, il peut être considéré que la société COLAS Rhône-alpes Auvergne justifie ses capacités techniques et financières à poursuivre l'exploitation du site, dans les mêmes conditions que la société COLAS Rhône Alpes, titulaire précédent, et dans le respect des arrêtés préfectoraux en vigueur.

Cette déclaration de changement d'exploitant est donc conforme aux dispositions de l'article R.512-68 du code de l'environnement et peut faire l'objet d'un récépissé sans frais.

b) Bénéfice du principe d'antériorité :

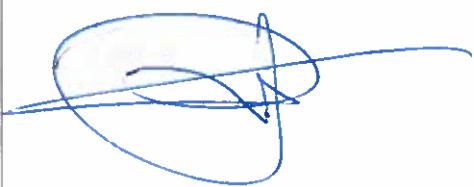

le dossier déposé par la société COLAS Rhône-alpes Auvergne en application de l'article L.513.1 du code de l'environnement et du décret du 3 mars 2014 créant les nouvelles rubriques 4xxx, demande le droit à bénéficier du principe d'antériorité.

Les modifications apportées au tableau de classement des activités du site en regard de la directive Seveso III ne modifient pas le classement de l'établissement. L'activité nouvellement portée par la rubrique 4801 ne change pas de régime de classement et ne fait pas l'objet d'un classement Seveso. L'établissement reste soumis à autorisation.

En conséquence, l'inspection des installations classées émet un avis favorable à la demande de bénéfice d'antériorité présentée par la société COLAS Rhône-Alpes Auvergne.

IV. CONCLUSION

Compte tenu des éléments développés dans le présent rapport, nous proposons à monsieur le Préfet de la Loire, d'entériner le changement d'exploitant et de donner un avis favorable à la demande de bénéficier des droits d'antériorité, aux termes du projet de récépissé ci-joint.

L'inspecteur de l'environnement,  Ph. TOURNIER	Vu et transmis à monsieur le Préfet de la Loire pour la Direction et par délégation le chef de l'UiD LHL délégué  F. CHAZOT
---	--